Annexe

Plus de 25 ans de partenariat pour la maîtrise de l'énergie au Maroc

Le Maroc dépend à plus de 90 % des importations pour son approvisionnement énergétique. Le système électrique marocain est fortement centralisé. En 2002, le Maroc adoptait une stratégie nationale de développement des énergies renouvelables visant à faire passer leur contribution de moins de 1% à 12% de la consommation énergétique en 2011.

Suite au débat national sur l'énergie mené octobre 2006, les autorités marocaines ont mis en avant quatre objectifs de politique énergétique : garantir l'approvisionnement extérieur aux meilleures conditions de coût et de sécurité, développer les ressources nationales, rationaliser la consommation énergétique par une politique de prix incitative, et développer l'électrification en zone rurale.

Enfin, la création d'un nouveau ministère de l'Energie, des Mines, de l'Eau et de l'Environnement concrétise la volonté du gouvernement de faire de l'environnement une priorité nationale.

Accès à l'énergie : un changement d'échelle

Au début des années 1990, différentes initiatives pour électrifier les zones rurales ont été mises en place par l'Office National d'Électricité (ONE), le ministère de l'Energie et les autorités locales marocaines. A l'issue d'un programme pilote auquel l'ADEME a participé, l'ONE a lancé en 1998 le programme d'électrification rurale global pour électrifier l'ensemble de son territoire **d'ici fin 2007. A l'issue de cette période, environ 12 millions de personnes vivant en milieu rural auront accédé à l'énergie.**

La formation : un axe fort dans la coopération CDER-ADEME

Dès les années 1990, l'ADEME a mis en place des modules de formation spécifiques aux énergies renouvelables, pour les maîtres d'ouvrage et maîtres d'œuvre en charge en particulier de l'électrification rurale décentralisée. Devant le succès rencontré par ces modules, l'ADEME a créé des plateformes de formation dans plusieurs pays du continent africain dont le Maroc. **Le CDER et l'ADEME ont ainsi décliné plusieurs modules de formation à l'électrification rurale (UFER) dédiées aux solutions photovoltaïques, aux micro-réseaux et au petit éolien.**

Le modèle ayant convaincu, les acteurs locaux se sont appropriés ces plateformes et, huit ans après leur mise en place, des cycles de formation réguliers sont organisés au Maroc où **le CDER a formé plus de 1200 stagiaires lors d'une centaine de session**s. Ces formations participent également de démarches Sud-Sud puisque le CDER a aussi formé des acteurs d'Afrique subsaharienne (Congo, Mali, Mauritanie, Niger…).

Un soutien au potentiel des ENR

Les énergies renouvelables contribuent à hauteur de 4% au bilan énergétique national et sont à l'origine de la production de près de 10% de l'énergie électrique. Ces énergies font l'objet d'un portefeuille de projets diversifié : centrale thermo solaire, station de pompage turbinage hydraulique, valorisation énergétique des déchets, pompage de l'eau, dessalement de l'eau de mer, climatisation et chauffage solaire de l'eau sanitaire…. Les ressources sont importantes avec une estimation de 6 GW pour l'éolien, un marché potentiel du solaire thermique d'un million de m² et des possibilités importantes de valorisation de la biomasse (9 millions ha de forêts, sans compter la vocation agricole du pays). L'objectif affiché du gouvernement est de satisfaire 20% de la consommation énergétique en 2020 par les énergies renouvelables.

L'essor d'une politique d'efficacité énergétique

L'expérience du CDER en matière d'efficacité énergétique est aussi diversifiée que celle des énergies renouvelables. Elle s'articule autour de projets de renforcement et de développement des capacités d'expertise nationale et de mise à niveau énergétique et environnementale d'unités industrielles ou tertiaires. Les projets lancés ont porté sur le bâtiment, l'industrie et la préservation de ressources (bois de feu...). Globalement le potentiel d'économie d'énergie est supérieur à 15%. Celui de la cogénération est de 400 MW.

L'ADEME a accompagné les démarches entreprises en proposant une assistance technique pour l'organisation d'une **formation à destination des architectes** pour la prise en compte des enjeux environnementaux, avec un appui au volet « conception thermique » des bâtiments.

La promotion du Tourisme Durable

La Méditerranée est la première grande région touristique du monde. Le Maroc vise une croissance moyenne annuelle des flux touristiques de 15 % et 10 millions de vacanciers d'ici 2010. Membre actif du groupe international pour le développement du tourisme durable piloté par la France, le royaume s'est doté récemment d'une charte du tourisme responsable et souhaite faire désormais orienter ses réflexions vers une prise en compte des impacts environnementaux.

Un projet de tourisme durable mis en oeuvre avec le concours financier de l'ADEME a permis **d'installer des chauffe-eau solaires collectifs dans plusieurs hôtels, afin de leur fournir tout ou partie de l'eau chaude nécessaire au fonctionnement des établissements**. Ces installations sont accompagnées d'un contrat de garantie de résultats solaire (GRS).

Dans le cadre du partenariat ADEME-ACCOR, six réalisations (3 dans l'existant et 3 dans le neuf) ont été ainsi effectuées et les autres installations des hôtels du Groupe ACCOR sont en cours d'évaluation. Par ailleurs, la réhabilitation du village d'Agadir a été menée avec le Club Méditerranée.

Le CDER et L'ADEME, impliqués pour le développement durable au niveau régional

Les deux agences sont fortement impliquées dans les activités de l'association MEDENER depuis sa création le 11 avril 1977. MEDENER inscrit son action dans le contexte de la mise en œuvre de la politique euro méditerranéenne (et, en particulier, dans le développement de la stratégie méditerranéenne de développement durable (SMDD). Elle vise notamment, l'échange, entre agences homologues, des bonnes pratiques permettant de consolider le développement des politiques de maîtrise de l'énergie.